

## LES 40 HEURES ETAIENT DEJA UNE REVENDICATION ELEMENTAIRE EN 1936.

A l'inverse de ce que veut faire croire la propagande bourgeoise, la revendication des 40 heures n'était pas, en 1936, une revendication imposée sauvagement par une base ouvrière irréaliste. Elle était l'une des plus anciennes revendications du mouvement ouvrier, depuis quarante ans : la semaine de 40 heures en cinq jours.

Ce n'est donc pas pour rien qu'elle a surgi et s'est imposée durant la grande grève de 1936.

Il a en effet fallu la grève générale pour mettre à l'ordre du jour cette exigence syndicale qui n'avait pas été retenue par le programme du Front populaire, signé par le PS, le PC et le Parti radical de l'époque. Ce dernier, en effet, représentait directement la grande bourgeoisie et

n'avait pas voulu accepter une baisse du temps de travail qui remettait en cause les profits du patronat. Et le PC comme le PS avaient accepté les conditions fixées par les radicaux...

La contradiction entre ce refus de la réduction du temps de travail et les exigences des masses était si forte que Léon Jouhaux, le très réformiste dirigeant de la CGT, avait protesté : il essayait d'utiliser son influence au sein du Bureau international du travail (1) pour convaincre la bourgeoisie d'accorder la se-

maine de 40 heures. Il avertissait : si une telle réforme n'est pas mise en œuvre, elle sera imposée à travers le désordre social, par un grand mouvement de grève...

Cette attitude de Jouhaux, qui cherchait ainsi à éviter une grande lutte sociale, n'est pas isolée à cette époque : les dirigeants réformistes américains avaient déposé un projet de loi devant le Parlement, qu'une commission avait étudié : il comportait la proposition de ramener la semaine de travail à 30 heures par semaine (6 x 5).

(1) Le BIT (Bureau international du travail) est un organisme réformiste international, né après la guerre de 1914-18 : des dirigeants sociaux-démocrates et quelques syndicalistes l'avaient créé pour favoriser les réformes sociales propres à dépasser la lutte des classes. Les représentants des gouvernements y siègent aux côtés des syndicats.

### DANS UN JOURNAL DE L'AFL (SYNDICAT AMERICAIN)... EN 1933.

« Si la semaine de travail était universellement réduite à trente heures au lieu de quarante-deux, 23 millions de personnes seraient employées et fourniraient 700 millions d'heures de travail. Cela donnerait du travail à 6 millions de chômeurs et laisserait 1,7 million de sans-travail. La semaine de vingt-huit heures donnerait du travail à tout le monde. »

C'était en 1933 ; il y avait 8 millions de chômeurs aux USA.

### ET DANS UN RAPPORT DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT), DATANT AUSSI DE 1933.

On trouve dans un rapport tout à fait officiel la discussion sur la façon de répartir le travail entre toutes les mains disponibles pour supprimer le chômage.

Ainsi, la semaine de 40 heures est présentée comme un moyen de « redistribuer l'emploi au plus grand nombre de travailleurs possible (...) La proposition d'envisager une réduction de la durée du travail n'est motivée ni par la durée excessive de la semaine de 48 heures ni par le fait qu'elle impose une trop grande fatigue au travailleur ou le prive de loisirs raisonnables. Elle a été formulée pour prévenir le chômage et y remédier. »

Le même rapport envisageait la semaine de 36 heures...

### ADAPTATION DES DIRECTIONS SYNDICALES A L'EVOLUTION...

De 1967 à 1978, la durée moyenne du temps de travail est passée de 46,7 heures à 41,3 heures, soit environ cinq heures de moins.

Il n'y a donc pas à s'étonner de voir les directions syndicales confédérales accepter une évolution des plates-formes revendicatives après s'être opposées, pendant plusieurs années, à l'exigence des 35 heures : l'objectif des 40 heures était devenu trop proche des horaires effectivement pratiqués. Les directions syndicales allaient finir par ne plus avoir de marge de discussion pour leur rencontre avec le patronat et le gouvernement... !

